



## DECLARATION LIMINAIRE CTL DU 27/10/2020

Monsieur le Président,

A l'heure où la République et ses valeurs sont en danger, FO s'attache à défendre non seulement la république sociale, la démocratie et la laïcité, mais aussi au quotidien à la DGFIP, FO fait de l'exercice des missions et conditions de travail des priorités, parce que c'est primordial pour chaque agent.

C'est pourquoi, FO DGFIP exige le retrait du projet de Nouveau Réseau de Proximité (NRP).

Pour quelles raisons ?

### **1/ Le NRP est mauvais pour le contribuable**

Avec le nouveau réseau, vous créez l'illusion d'un rapprochement des usagers et c'est tout le contraire. Une fois la fumée dissipée, il ne reste plus une seule trésorerie mais des points de contacts (peut-être plus nombreux) qui n'offrent ni le même service, ni la même amplitude d'accueil. Alors que les trésoreries reçoivent les usagers toutes les matinées ouvrées de la semaine au moins, les points de contact n'offriront une possibilité d'accueil que d'une demi-journée, voire moins par semaine. A peine ouverts, les points de contact sont donc condamnés à l'échec et on voit déjà poindre leur fermeture. Loin des centres urbains, les populations les plus touchées par l'illectronisme se trouvent encore davantage éloignées des services publics qui garantissent pourtant l'égalité du citoyen sur tout le territoire de la République.

### **2/ Le NRP est mauvais pour le territoire**

Pensé par des personnes qui sortent toutes des mêmes écoles, qui n'ont aucune difficulté dans l'utilisation d'internet ou pour s'approprier les nouvelles technologies, qui n'ont aucun souci de déplacements et qui vivent tous dans les métropoles, cette réforme est la négation de la ruralité et de la réalité du terrain. Elle constitue un contre-exemple de l'aménagement du territoire en concentrant l'offre de services dans les villes.

Les élus sont victimes de cette réforme car ils perdent le conseil et la relation de proximité accessibles à tout moment

FO DGFIP réitère son opposition à la séparation de la gestion du conseil. Cette scission des missions est une aberration car toute démarche de conseil s'appuie de façon contemporaine sur la réalisation d'actes de gestion. L'unicité de temps et de lieu n'existera plus. Le conseiller sera entre le marteau et l'enclume de l' élu. Qui est mieux placé que le comptable qui a toutes les données de la collectivité en main pour donner des conseils ?

Une fois passé l'effet d'annonce, les collectivités auront à leur charge de financer les points de contacts, les charges locatives, le téléphone... L'État se désengage des territoires ; aux collectivités de mettre la main au porte-feuille si elles veulent des services pour leurs administrés. Le NRP consiste à faire disparaître les services traditionnels de la DGFIP et leurs missions au profit d'établissements multiservices, intitulés au fil du temps MSAP, MFS puis EFS. Des sigles dont la sonorité évoque qu'on déshabille les services, qu'on les malmène et qu'on les saigne. Ces organismes, du fait de leur caractère ultra-généraliste, ne peuvent répondre aux attentes précises des contribuables et des redevables des collectivités locales.

### **3/ Le NRP est mauvais pour les agents**

Les agents sont contraints à de la mobilité géographique et/ou fonctionnelle. Cela impacte toute l'organisation de leur vie personnelle et en plus ajoute des frais supplémentaires de déplacement, de restauration et génère des risques routiers liés à la fatigue de ces déplacements Chateau Salins-Sarrebourg 50 km (soit 50 minutes de trajet quand tout va bien) ; Chateau-Salins- Metz 45 km (45 minutes de trajet) ; Metzervisse-Hayange 20 km (20 minutes de trajet) etc.

Les agents dans les grandes structures comme les SGC, se trouvent cantonnés à réaliser toujours une partie des tâches sans possibilité d'en comprendre les tenants et les aboutissants. Cette approche tayloriste d'un autre temps posera aujourd'hui les mêmes problèmes qu'hier à savoir :

- les tâches répétitives sont aliénantes et posent parfois des problèmes de santé au travail ou d'attention ;
- La répétition indéfinie des mêmes tâches se traduit par :
  - l'apparition de troubles musculo-squelettiques constatés par les médecins de prévention ;
  - l'affectation du moral, pouvant aller dans certains cas jusqu'à l'atteinte psychique plus sérieuse liée à l'absence de perspective d'évolution.

Quelle est le but de la réforme si elle vise à démotiver les agents et à nuire à l'efficacité de leur travail ? Démontrer qu'ils sont inutiles ?

La loi de transformation de la fonction publique enfonce le clou en donnant la possibilité d'engager des contractuels et la mise en place d'une rupture conventionnelle destinée à licencier des agents titulaires. Alors que le réseau de la DGFIP se réduit comme peau de chagrin en termes d'effectifs, avec des agents contraints de travailler de plus en plus loin de leurs résidences, ils sont désormais obligés de se déplacer avec tout leur bureau dans le sac à dos.

### **4/ Le NRP est mauvais pour la société à l'heure du réchauffement climatique .**

Tous les calculs écartent la donnée sur l'impact carbone de ces déplacements croisés (usagers, agents des finances publiques et d'autres services publics) et du nombre d'échanges électroniques redondants pour obtenir enfin une réponse définitive et fiable.

### **5/ Mais alors à qui profite le NRP ?**

C'est la question incontournable et qui n'appelle aucune réponse car elle ne répond qu'à un seul dogme : celui de la restriction des coûts budgétaires que nous condamnons car FO est attachée à un service public de pleine compétence et de qualité, socle d'une République présente sur **tout** le territoire pour **tous** les citoyens.

FO dénonce l'absence de mise en œuvre de la démarche CVT et demande où est la prise en compte de l'expérience de la crise sanitaire, qui reprend de plus belle, quand partant de l'ébauche de projet de votre prédécesseur, vous ne faites que la dérouler ?

**FO DGFIP revendique le retrait pur et simple du NRP, l'arrêt des suppressions d'emplois, des restructurations et fermetures de sites et le maintien de toutes les missions ainsi que de l'ensemble des services avec l'attribution des moyens en personnel.**